

Zeitschrift: Mitteilungen / Vereinigung Schweizerischer Versicherungsmathematiker
= Bulletin / Association des Actuaires Suisses = Bulletin / Association of
Swiss Actuaries

Herausgeber: Vereinigung Schweizerischer Versicherungsmathematiker

Band: 41 (1941)

Buchbesprechung: Literatur-Rundschau

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 02.04.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

C. Literatur-Rundschau

E. Van Dievoet, *L'assurance en Belgique* — le fait économique et social, le droit en vigueur, les réformes proposées —, 2 volumes, Anvers 1940.

M. E. Van Dievoet, président de la Commission des assurances privées, professeur à la Faculté de droit de l'Université de Louvain, ancien ministre, a été désigné en qualité de Commissaire Royal aux assurances avec mission de présenter des propositions concernant: *a)* toutes améliorations à la législation sur les assurances, en vue d'augmenter les garanties de bonne et loyale exécution des contrats; *b)* les moyens de réglementer l'activité des assureurs étrangers, notamment par l'obligation de déposer, en Belgique, les actifs qui sont la contre-partie des engagements contractés; *c)* les règles pour le placement des capitaux de garantie; *d)* l'opportunité de créer un organisme de réassurance. Le présent ouvrage reproduit le rapport que M. Van Dievoet a déposé en 1938 entre les mains du Gouvernement belge, après avoir procédé en Belgique même et hors de Belgique à une enquête étendue et approfondie. On a d'emblée l'impression, en feuilletant ces deux volumes de plus de 300 pages chacun, qu'il s'agit d'une étude fouillée et minutieuse. Un examen plus attentif montre qu'on ne s'est pas trompé.

Le chapitre I décrit d'abord la situation en Belgique de l'assurance privée et publique (mais non de l'assurance sociale), son développement historique, son importance, ses formes et ses résultats. On apprend ainsi qu'il y a actuellement dans ce pays environ 500 entreprises d'assurances privées, chiffre qui paraît très élevé. La moitié d'entre elles sont étrangères, dont une vingtaine de nationalité suisse. Vient ensuite un aperçu sur l'assurance dans divers pays, dont le nôtre, où l'auteur distingue les entreprises privées, les établissements publics et la question du monopole. Cette question et la forme des organismes d'assurance font enfin l'objet d'une section spéciale. Précisons à ce propos que M. Van Dievoet n'est pas partisan du monopole des assurances, mais bien du contrôle par l'État des entreprises privées. Un

avant-projet de loi sur les associations d'assurance mutuelle, avec exposé des motifs, est annexé au chapitre.

L'auteur passe au contrôle de l'assurance privée. Il en étudie les fondements, l'étendue, l'organisation; il précise les principaux problèmes à résoudre et voue une attention particulière à l'activité des assureurs étrangers et au placement des capitaux de garantie. Au cours de son exposé, il a des paroles élogieuses, peut-être trop élogieuses, pour les travaux et les publications du Bureau fédéral des assurances. On est heureux d'y rencontrer des citations tirées des travaux de feu Samuel Dumas, qui fut directeur de ce bureau. «Si, dans bien des cas, écrivait celui-ci, nous pouvons nous contenter d'une marchandise de second, même de troisième choix, nous ne serons jamais trop exigeants pour la qualité de l'assureur». Rappelons-nous cette règle primordiale, à une époque où on pourrait être tenté de l'assouplir, sous couvert d'adaptation aux circonstances actuelles. Pour quant à lui, M. Van Dievoet professe une doctrine qui peut être donnée en exemple. Par ailleurs il préconise la généralisation du contrôle officiel qui devrait s'étendre, sous réserve de quelques exceptions, à toutes les branches d'assurance et de réassurance. A ce propos on peut se demander s'il ne conviendrait pas, au lieu d'imposer absolument la surveillance officielle, de laisser les sociétés libres de s'y soumettre ou non. Une fois prise par la société, la décision de soumission serait naturellement irrévocable. Quant aux sociétés non surveillées par l'Etat, elles n'auraient d'autre obligation que de mentionner le fait dans tous leurs imprimés et annonces. Le public aurait ainsi le choix entre les deux catégories d'entreprises. Il serait intéressant de pouvoir comparer les résultats obtenus de part et d'autre. Le chapitre II se termine par des avant-projets de loi sur le contrôle des assurances privées et de règlement d'exécution. On pourrait faire son profit, en Suisse comme ailleurs, de certaines idées exprimées dans ces documents.

La matière du contrat d'assurance est régie en Belgique par une loi du 11 juin 1874 qui fait partie du Code de commerce. Elle ne répond plus aux exigences de l'équité et de la technique. Sans se borner à en faire la critique, M. Van Dievoet a rédigé un avant-projet de loi destiné à la remplacer. Le chapitre III de l'ouvrage traite l'ensemble de cette question et constitue en même temps l'exposé des motifs des dispositions proposées. L'auteur se défend d'avoir

voulu faire œuvre originale, mais il espère avoir apporté des améliorations de détail aux textes qui lui ont servi de modèles. L'économie générale de l'avant-projet est analogue à celle de la loi suisse. Les assurances terrestres font l'objet de trois chapitres principaux: les assurances en général, les assurances de dommages, les assurances de sommes, mais le système suisse des notes marginales est remplacé par une subdivision en sections et paragraphes. Les deux méthodes pourraient d'ailleurs se combiner avantageusement.

En Belgique, les rapports juridiques qui naissent de l'activité des courtiers et agents d'assurances, comme les droits et obligations de ceux-ci à l'égard de l'assureur et de l'assuré sont mal réglés. De l'avis de certains — dont je suis — le droit suisse n'est pas non plus parfait dans ce domaine. On lira donc avec intérêt les pages consacrées par M. Van Dievoet au problème des courtiers et agents d'assurances terrestres, qu'il s'agisse de la situation de fait existant en 1937/38 en Belgique, ou du contrôle de ces intermédiaires, de leur statut juridique et de leur situation au regard des lois sociales. Ici aussi le chapitre se termine par un avant-projet de loi où on trouve des définitions du courtier et de l'agent.

La réassurance fait l'objet du chapitre V, qui contient des statistiques entièrement inédites. Après avoir examiné la situation de la réassurance en Belgique et dans quelques autres Etats, l'auteur ne pense pas qu'il existe des raisons suffisantes pour créer dans son pays un organisme de réassurance officiel, doté d'un monopole total ou partiel; mais il souhaite la création d'une entreprise de réassurance puissante qui serait l'œuvre exclusive des entreprises d'assurance travaillant en Belgique.

M. Van Dievoet s'arrête ensuite à la question de la prévention des sinistres, puis il aborde celle de l'enseignement des assurances. Il a même rédigé un avant-projet de loi relatif à la création de l'Institut supérieur des assurances de Belgique et à la protection du titre d'actuaire.

L'ouvrage contient des renseignements innombrables et souvent précieux sur les nombreux problèmes que soulève l'assurance. Il est animé d'un bout à l'autre par un esprit de large compréhension des divers intérêts en présence. A tous égards il fait grand honneur à l'auteur et à son pays.

W. Simond.

Dr. phil. **Adolf Tosberg**: *Rechnungsgrundlagen und Schadentafeln der Krankheitskostenversicherung*. (Heft 66 der Veröffentlichungen des Deutschen Vereins für Versicherungswissenschaft.)

Während auf dem Gebiet der Krankengeldversicherung durch kompetente Versicherungsmathematiker treffliche Arbeiten statistischer und versicherungstechnischer Natur erstellt und veröffentlicht wurden, hat die Krankenpflege- oder Krankheitskostenversicherung bisher eine geradezu stiefmütterliche Behandlung erfahren. Wohl ist diese Materie der Natur der Sache entsprechend sehr komplex und stellt einer systematischen versicherungstechnischen Erfassung und Behandlung erhebliche, zum Teil ausserordentliche Schwierigkeiten in den Weg. Letztere dürfen aber besonders im Hinblick auf den mächtigen Aufschwung dieses Versicherungszweiges in allen Ländern den verantwortungsbewussten Versicherungsmathematiker nicht abhalten, auch dieses Problem im Interesse der Schaffung der für die Versicherten erforderlichen Gewähr einer Lösung entgegenzuführen. Das Fehlen versicherungstechnischer Grundlagen im Gebiete der Krankenpflegeversicherung und die damit verbundene Missachtung versicherungstechnischer Gebote bei der Festsetzung von Leistung und Gegenleistung haben bereits in weitem Masse zu Verhältnissen geführt, die zu berechtigter Besorgnis für die Zukunft Anlass geben. Die vielfach rein empirisch und umlagemässig ermittelten Prämien gestatteten die Ansammlung der technisch notwendigen Reserven nicht, so dass die dauernde Erfüllbarkeit der eingegangenen Verpflichtungen ernsthaft in Frage gestellt wurde. Erfahrungsgemäss gestaltet sich die Umstellung einer technisch unzulänglich aufgebauten Versicherung auf versicherungstechnisch einwandfreie Grundlagen um so schwieriger, je länger zugewartet wird.

Vorstehende Feststellungen gelten in der Schweiz ganz besonders auch für die soziale Krankenpflegeversicherung. Da letztere zum grossen Teil auf freiwilliger Grundlage aufgebaut ist, das heisst der durch das Obligatorium garantierten Ausgleich entbehrt, hat sie für den Fall, dass sie dauernd volle Gewähr bieten will, die versicherungstechnischen Gesetze ebensowohl zu beachten wie die private Krankenpflegeversicherung. In Erkenntnis dieser gebieterischen Forderung hat Dr. Walther im Jahre 1938 aus dem Material der Krankenkasse für den Kanton Bern eine erste «Morbiditystafel für die Kranken-

pflegeversicherung» aufgestellt, welche eine technisch richtige Bemessung der Prämien und der erforderlichen Reserven gestattet.

Der mit den Verhältnissen und insbesondere technischen Mängeln in der Krankenpflegeversicherung Vertraute muss das neue Werk von Dr. Adolf Tosberg «Rechnungsgrundlagen und Schadentafeln der Krankheitskostenversicherung» mit lebhafter Genugtuung begrüßen. Diese Arbeit kann für die Weiterentwicklung der sozial bedeutungsvollen Krankenpflegeversicherung bahnbrechende Wirkung haben.

Mit besonderem Interesse kann der Publikation von Dr. A. Tosberg entnommen werden, dass ihre Feststellungen und Schlussfolgerungen sich auffallend decken mit den sich in der Schweiz aus den bisherigen Erfahrungen ergebenden Konsequenzen. In diesem Zusammenhang sei zum Beispiel auf die Frage der Wagnisüberwälzung des Geburtshilferisikos verwiesen. Mit überzeugenden Darlegungen begründet der Autor, weshalb die Forderung nach einer Abwälzung des Geburtshilferisikos oder sogar des erhöhten Frauenrisikos schlechthin auf andere Versicherte in der freiwilligen Krankenpflegeversicherung abzulehnen ist. Auch in der Schweiz drängte sich die Erkenntnis immer zwingender auf, dass eine solche Wagnisverschiebung sehr nachteilige Folgen nach sich zieht. Die Aufsichtsbehörde über die soziale Krankenversicherung hat sich denn auch vor einigen Jahren entschlossen, in extensiver Auslegung der bezüglichlichen gesetzlichen Bestimmungen vorläufig eine Abstufung der Beiträge zwischen männlichem und weiblichem Geschlecht bis zu 25 % zu gestatten.

In der Arbeit von Dr. A. Tosberg werden einleitend die in Betracht fallenden neuen Begriffe sehr klar und eindeutig geprägt. Bei den bisherigen Publikationen über statistische Erhebungen aus dem Gebiet der Krankenpflegeversicherung hat man vor allem auch die klare Begriffsbildung vermisst. Nicht selten wurden unter der nämlichen Bezeichnung sachlich verschiedene Dinge verstanden, was häufig zu ungerechtfertigten Vergleichen und falschen Schlüssen führte. Eine systematische und erfolgreiche Weiterbeackerung des versicherungstechnisch als Neuland zu bezeichnenden Gebietes der Krankenpflegeversicherung wird erst möglich sein, wenn im Sinne der Arbeit des Dr. A. Tosberg zunächst einmal klare Grundbegriffe geschaffen werden.

Das Werk von Dr. A. Tosberg zeichnet sich besonders auch durch seine versicherungstechnisch tiefschürfenden Untersuchungen und die erschöpfende Behandlung der aufgegriffenen Fragen aus. Die Ab-

handlung beschränkt sich nicht auf theoretische Erörterungen, sondern zeigt in klarer Weise die praktische Verwertbarkeit der abgeleiteten Resultate und der aufgestellten Rechnungsgrundlagen. Ein reiches Tabellenmaterial, das auf den Erfahrungen der Deutschen Kranken-Versicherungs-AG. Berlin aufgebaut wurde, gewährt tiefen Einblick in die zahlenmässigen Zusammenhänge in dem weitverzweigten neuen Gebiet.

Die Arbeit von Dr. A. Tosberg gibt dem sich um die Krankenpflegeversicherung interessierenden Versicherungsmathematiker eine Fülle neuer Anregungen und weist ihm den Weg zu neuen Untersuchungen und Forschungen. Sie wird als grundlegendes Werk immer ihre Bedeutung behalten.

F. Walther.
